

**BUREAU VERITAS CONSTRUCTION**

299 rue du Général De Gaulle

59700 MARCQ EN BAROEUL

Tél : +336 72 99 87 62

Mél : daphne.ponnet@bureauveritas.com

N° affaire : 20917010\_1-971ZYI5

**Mission** : Coordination Sécurité et Protection de la Santé**Opération :***Opération* : 80/MONTDIDIER/SSI/RES.DES CEDR  
CH MONTDIDIER ROYE  
80500 MONTDIDIER**Destinataire :**CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL  
Franck POSTEL  
25 RUE AMAND DE VIENNE**Plan Général de Coordination****P.G.C.****Opération de catégorie : 2****Présence d'Amiante**

Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
09/10/2024	Rev0	Rédaction initiale du présent document	Daphné PONNET
09/01/2025	Rev1	RAAT en annexe / amiante coté hôpital et administration	Daphné PONNET

# SOMMAIRE

<b>0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION .....</b>	<b>4</b>
<b>1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION .....</b>	<b>7</b>
<b>1.1. Présentation du projet .....</b>	<b>7</b>
1.1.1. Objet de l'opération .....	7
1.1.2. Mode de consultation des entreprises .....	7
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier .....	7
1.1.4. Démarche environnementale .....	7
1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s) .....	7
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier .....	7
<b>1.2. Présentation des intervenants .....</b>	<b>8</b>
<b>2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS .....</b>	<b>9</b>
<b>2.1. Principe des séquences d'interventions .....</b>	<b>9</b>
<b>2.2. Inspections Communes .....</b>	<b>9</b>
<b>2.3. PPSPS .....</b>	<b>9</b>
2.3.1. Pénalités .....	10
<b>2.4. Sous-traitance .....</b>	<b>10</b>
2.4.1. Déclaration des sous-traitants .....	10
2.4.2. Transmission du PGC .....	10
2.4.3. Obligation du sous-traitant .....	10
<b>2.5. Intérimaires .....</b>	<b>10</b>
<b>2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur » .....</b>	<b>11</b>
<b>2.7. Travailleurs indépendants .....</b>	<b>11</b>
<b>2.8. Protections individuelles .....</b>	<b>11</b>
<b>2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers .....</b>	<b>11</b>
<b>2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers .....</b>	<b>12</b>
<b>3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE .....</b>	<b>13</b>
<b>3.1. Accès au site et réseaux provisoires .....</b>	<b>13</b>
<b>3.2. Emprise de chantier .....</b>	<b>13</b>
3.2.1. Clôture et portail .....	13
3.2.2. Accès .....	13
3.2.3. Circulations .....	13
3.2.4. Signalisation .....	13
3.2.5. Stationnements .....	14
3.2.6. Stockage .....	14
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie) .....	14
3.2.8. Cantonnements et entretien .....	14
<b>3.3. Nettoyages (hors cantonnement) .....</b>	<b>14</b>
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier .....	15
3.3.2. Plan d'installation de chantier .....	15
<b>3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier .....</b>	<b>15</b>
<b>4. MESURES DE COORDINATION SPS .....</b>	<b>17</b>
<b>4.1. Définition des séquences d'interventions .....</b>	<b>17</b>
<b>4.2. Analyse de risques .....</b>	<b>18</b>
<b>4.3. Co-activités et protections collectives .....</b>	<b>20</b>
4.3.1. Organisation de la sécurité collective .....	20
4.3.2. Déplacement de protection collective .....	21
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise .....	21
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles .....	22
<b>4.4. Equipement de levage .....</b>	<b>22</b>
4.4.1. Autorisation de survol .....	22
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention .....	22
<b>4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site .....</b>	<b>23</b>

4.5.1. Approvisionnements et stockage .....	23
4.5.2. Travaux superposés .....	23
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux .....	23
4.5.4. Protection contre le bruit .....	23
4.5.5. Protection contre l'incendie .....	23
4.5.6. Travaux en hauteur .....	23
4.5.7. Echafaudage, tour escalier .....	24
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins .....	24
<b>4.6. Moyens communs .....</b>	<b>24</b>
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur .....	24
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier .....	24
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels .....	24
4.6.4. Protection des accès – Auvents .....	25
<b>4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets .....</b>	<b>25</b>
<b>5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER .....</b>	<b>26</b>
<b>5.1. Stockages sur le chantier .....</b>	<b>26</b>
<b>5.2. Nettoyage .....</b>	<b>26</b>
<b>5.3. Enlèvement des déchets .....</b>	<b>26</b>
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires .....	26
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés .....	27
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise .....	27
<b>6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION .....</b>	<b>28</b>
<b>6.1. Déclarations particulières .....</b>	<b>28</b>
<b>6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération .....</b>	<b>28</b>
<b>6.3. Risques par rapport à un chantier voisin .....</b>	<b>28</b>
<b>6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure .....</b>	<b>28</b>
<b>6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion) .....</b>	<b>29</b>
<b>6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages .....</b>	<b>29</b>
<b>6.7. Locaux témoins .....</b>	<b>29</b>
<b>7. ORGANISATION DES SECOURS .....</b>	<b>30</b>
<b>7.1. Téléphone de secours .....</b>	<b>30</b>
<b>7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.) .....</b>	<b>30</b>
<b>7.3. Travail isolé .....</b>	<b>30</b>
<b>7.4. Procédure d'organisation des secours .....</b>	<b>30</b>
<b>7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident .....</b>	<b>30</b>
<b>7.6. Point de rencontre secours .....</b>	<b>31</b>
<b>7.7. Modèle de fiche de secours .....</b>	<b>32</b>
<b>ANNEXES AU P.G.C. ....</b>	<b>33</b>

## 0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

**Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.**

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni les responsabilités qui incombent aux entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le coordonnateur a été nommé en phase Conception

Ce PGC a été réalisé sur la base :

- Des documents fournis par la MOA
- Amiante : voir les rapports de repérage amiante avant travaux BUREAU VERITAS joint au DCE = Présence d'amiante

Conformément au chapitre 2.1 du présent PGC, les entreprises doivent réaliser leur inspection commune avec le CSPS avant le début de leur intervention.

Ces inspections communes sont programmées et organisées par le CSPS.

A défaut de convocation à cette fin, les entreprises devront se mettre en relation avec le coordonnateur SPS de la phase réalisation, 15 jours avant le démarrage des travaux afin de fixer une date pour réaliser l'inspection commune, à la suite

de laquelle l'entreprise pourra réaliser son PPSPS.

De même en cas de sous-traitance, les entreprises sont tenues de leur communiquer le PGC, leur PPSPS et

de leur indiquer l'obligation de prendre contact avec le CSPS 15 jours avant leur démarrage pour organiser leur inspection commune.

# 1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

## 1.1. Présentation du projet

### 1.1.1. Objet de l'opération

USLD Amélioration de la sécurité incendie  
Remplacement partiel du SSI  
CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL de MONTDIDIER - ROYE

### 1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Corps d'état séparés

### 1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 6 janvier 2025  
Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 8  
Phasage des travaux:

### 1.1.4. Démarche environnementale

#### Valorisation des déchets :

Dans un document soumis au visa du maître d'oeuvre pendant la période de préparation, l'entrepreneur expose et s'engage sur :

- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets,
- En cas de plate-forme de tri nécessitant un premier transport depuis le chantier, l'entrepreneur précise les méthodes et moyens employés ainsi que la localisation de l'installation,
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement,
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui sont mis en oeuvre pendant les travaux,
- L'information du maître d'oeuvre en phase travaux quant à la nature des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- Les moyens matériels et humains mis en oeuvre pour assurer la gestion des déchets,
- La mise en zone de dépôt autorisée des déblais inertes en provenance du chantier et non réutilisables sur le site.

### 1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)

Nombre de lots (estimation) : Les travaux sont répartis en 3 lots comprenant :

Lot 1 : Courants forts courants faibles et Détection incendie / asservissement  
Lot 2 : Désenfumage  
Lot 3 : Menuiseries intérieures / faux plafonds / conduits / revêtement de sol

#### Point de vigilance :

**Les travaux seront réalisés en milieu occupé et en 1 phase de 4 mois, compris 1 semaine de préparation, et 4 semaines de levée de réserves**

### 1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : 10 à 20 compagnons (A confirmer lors du démarrage du chantier)

## 1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL	25 RUE AMAND DE VIENNE  80500 MONTDIDIER	franck.postel@chimr.fr	Franck POSTEL

Liste complète des entreprises en pièce jointe



## 2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

### 2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

### 2.2. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

**Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :**

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

### 2.3. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

### 2.3.1. Pénalités

Se référer au CCTP et se conformer aux pièces écrites du marché.

Se conformer aux pièces écrites du marché.

## 2.4. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

### 2.4.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

### 2.4.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

### 2.4.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

## 2.5. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

## 2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

## 2.7. Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

## 2.8. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

## 2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

### Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

**D.U.E.** (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,  
**Contrat d'intérim** si pas de DUE,  
**Déclaration de détachement** pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

**Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.**

## **2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers**

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

### **3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE**

#### **du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS**

#### **Contraintes d'environnement de site**

##### **Présence d'amiante dans les existants**

Voir détail dans l'annexe "Présence d'amiante"

##### **Présence de silice dans les existants**

Sans objet

#### **3.1. Accès au site et réseaux provisoires**

Sans objet, des locaux sont mis à disposition par la MOA dans l'enceinte du CH. ( voir le Cahier des Clauses Techniques Particulières GÉNÉRALITÉS)

#### **3.2. Emprise de chantier**

##### **3.2.1. Clôture et portail**

Sans objet, des locaux sont mis à disposition par la MOA dans l'enceinte du CH. (voir le Cahier des Clauses Techniques Particulières GÉNÉRALITÉS)

Toutes les zones d'intervention des entreprises sont balisées, voire clôturées afin qu'elles soient interdites au public, signalisation à prévoir en conséquence, panneaux chantier interdit au public...

Le maître d'œuvre définira une organisation vis à vis de de l'ouverture et de la fermeture des accès au chantier de manière à ce que le chantier soit clos en dehors des heures d'activités.

##### **3.2.2. Accès**

Voir plan d'installation de chantier.

##### **3.2.3. Circulations**

Les circulations intérieures sont maintenues propres et dégagées.  
Nettoyage autant que nécessaire des circulations.  
Mise en place éclairage dans les circulations intérieures et extérieures, si besoin.  
Voir plan d'installation de chantier.

##### **3.2.4. Signalisation**

Ils seront conformes aux règles de police et aux prescriptions du Maître d'œuvre en accord avec le Coordonnateur SPS, lequel aura le droit de faire installer d'office et aux frais de l'entreprise, tous dispositifs supplémentaires, clôtures, lanternes qu'il jugerait nécessaires. Dans tous les cas, y compris celui où le Maître d'œuvre aurait usé du droit qui vient d'être défini, les entreprises seront seules responsables des accidents qui seraient reconnus provenir de leurs négligences ou de celles de leurs agents et ouvriers.

A mettre dans toutes les zones d'interventions et suivant les besoins.

### 3.2.5. Stationnements

Celles-ci seront portées sur le plan général des installations de chantier.

### 3.2.6. Stockage

La livraison du chantier est à la charge de chaque entreprise au fur et à mesure des besoins.  
Interdire tout stockage au niveau des issues de secours et en dehors des emprises de chantier.  
Les zones de stockage devront être décrites sur le plan d'installation de chantier et balisées de manière pérenne (pas de rubalise).

Toutes les zones de stockage seront clôturées par des clôtures HERAS.

Dans tous les cas, les stockages seront de très courte durée.

Aucun stockage prolongé ne sera toléré dans les bâtiments.

Elles devront être approuvées par le MOA / MOE et CSPS

### 3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

Mis à disposition par l'établissement

### 3.2.8. Cantonnements et entretien

Des locaux sont mis à disposition par la MOA.

Le dimensionnement des locaux devra être adapté en permanence à l'effectif du chantier.

Aucun repas ne sera pris sur le chantier en dehors des locaux dédiés.

Le mobilier, ainsi que l'entretien des locaux sera réalisé par le lot 1

Avant la mise à disposition des locaux un état des lieux sera réalisé conjointement entre les entreprises la maîtrise d'ouvrage la maîtrise d'œuvre et le coordonnateur sécurité protection de la santé.

## 3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

**Suivant CCTP Généralités:**

**Quatre types de nettoyage sont à distinguer :**

**Le nettoyage journalier des locaux :**

Le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté et parfaitement en ordre. Les entreprises devront prendre toutes les dispositions utiles à ce sujet. Les déchets (gravois, détrit, emballages, voiles, polyanes, etc.) devront être enlevés et les locaux nettoyés (locaux touchés par les travaux, de même que tous les locaux utilisés pour le passage des employés de l'entreprise du chantier et de leur approvisionnement) au fur et à mesure du déroulement des travaux afin que ceux-ci en soient débarrassés tous les soirs sans exception.

Ce nettoyage sera réalisé journalièrement par les entreprises dans toutes les zones où elles interviennent.

Les déchets (gravois, détrit, emballages, cartons, voiles, polyanes, etc.) devront toujours être évacués hors du chantier et mis dans les bennes appropriées prévues à cet effet.

**Le nettoyage journalier des abords du chantier :**

Un nettoyage journalier des abords du chantier est à prévoir par l'entreprise qui aurait eu des approvisionnements en matériaux, matériel ou autre dans la journée. L'entreprise demeure responsable des accidents de toute nature qui pourraient découler de ce manque d'entretien.

Le prix des entreprises tiendront compte de cette imposition.

**Le nettoyage de fin de chantier :**

Ce nettoyage sera réalisé avant la période des Opérations Préalables à la Réception et avant le passage de la maîtrise d'oeuvre dans la zone concernée, et en accord avec le calendrier de réception.

Il sera repris suite aux demandes éventuelles de la maîtrise d'oeuvre à la fin des Opérations Préalables pour la Réception dans la zone concernée.

Il reste entendu qu'il ne s'agira, dans ce cas, que de nettoyages "normaux". En sont exclus tous emballages, détritrus, matériels, matériaux et gravois devant être évacués par l'entreprise.

#### **Le nettoyage après levées de réserves :**

Le nettoyage sera réalisé par l'entreprise après levée de ses réserves.

En cas de défaillance de l'entreprise, un constat sera fait et un ordre d'exécution sera donné par la maîtrise d'oeuvre à une entreprise spécialisée.

Les frais engagés seront alors retenus par le maître d'oeuvre.

### **3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier**

PIC : à réaliser à partir des surfaces laissées disponibles par le maître d'oeuvre / MOA, dans l'organisation organisation de chantier.

Le plan d'installation sera transmis au CSPS pour avis.

### **3.3.2. Plan d'installation de chantier**

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **TCE** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

- des parkings pour les véhicules de chantier,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- des installations de la salle de réunion et des différents bureaux,
- de l'emplacement des zones de stationnement, personnel et entreprises,
- de l'emplacement des moyens de secours et d'appel,
- du point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- du point de rencontre pour accueil des services de secours,
- des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention
- de l'emplacement des bennes à déchets, en cas de besoin
- des accès provisoires au bâtiment,
- de l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier et des coffrets divisionnaires.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **TCE** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

## **3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier**

<b>Poste</b>	<b>Réalisé par ?</b>	<b>Géré par ?</b>	<b>Echéance de fin</b>
Clôture et portail	SANS OBJET	SANS OBJET	FIN DE CHANTIER
Accès	SANS OBJET	SANS OBJET	FIN DE CHANTIER
Circulations	TCE	TCE	FIN DE CHANTIER
Signalisation	TCE	TCE	FIN DE CHANTIER
Stationnement	TCE	TCE	FIN DE CHANTIER
Stockage	TCE	TCE	FIN DE CHANTIER
Réseaux provisoires de chantier	MOA	MOA	FIN DE CHANTIER
Coffret électrique général	MOA	MOA	FIN DE CHANTIER
Coffret divisionnaire et éclairage	MOA	MOA	FIN DE CHANTIER
Cantonnement	MOA	MOA	FIN DE CHANTIER

<b>Poste</b>	<b>Réalisé par ?</b>	<b>Géré par ?</b>	<b>Echéance de fin</b>
Infirmierie de chantier	SANS OBJET	SANS OBJET	
Nettoyage hors cantonnement	TCE	TCE	FIN DE CHANTIER
PIC	TCE	TCE	FIN DE CHANTIER
Protections collectives	TCE	TCE	FIN DE CHANTIER
Accès hauteur communs	SANS OBJET	SANS OBJET	FIN DE CHANTIER
Déchets - Gravats	TCE	TCE	FIN DE CHANTIER
COVID 19	MOA	TCE	



## 4. MESURES DE COORDINATION SPS

### 4.1. Définition des séquences d'interventions

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1 SSI		Lot 1, 2, 3 et 4	Travail en hauteur Eclairage Manutention manuelle Déplacement de plain-pied Inhalation poussières Travaux à point chaud Produits dangereux Collision, heurt Chute d'objets, éclats Engins et matériels Contact électrique direct ou indirect Amiante Amiante	• • •

## 4.2. Analyse de risques

**Séquence : 1 - SSI**

**Lot 1, 2, 3 et 4**

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Travail en hauteur	Mise en place à l'avancement des protections collectives, par l'entreprise qui génère le risque: clôtures, tunnels, préalablement à tous travaux. Ces protections => TCE	Interdiction de démontage de protections collectives sans accord de l'entreprise installatrice => TCE Port des EPI adaptés => TCE
Eclairage	Si besoin, Mise en place à l'avancement dans les circulations et maintenance quotidienne	Mise en place d'un éclairage sur les postes de travail => TCE
Manutention manuelle	Limiter le port des charges lourdes / privilégier les manutention mécaniques. Respect des cheminements en place. => TCE	
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement. => TCE	
Inhalation poussières	Privilégier les découpes avec aspiration à la source ou à l'extérieur. Port des EPI adaptés. => TCE Prendre toutes les mesures pour ne pas générer de poussières dans le service	
Travaux à point chaud	Mise en place d'un extincteur sur le poste de travail par le lot concerné. Port des EPI adaptés - balisage des zones de travaux à risque pour les autres corps d'état Permis feu à établir (site en exploitation)	Respect des balisages mis en place => TCE
Produits dangereux	En cas d'emploi de produits solvantés, respecter les mesures de sécurité élémentaires. Veillez à ce que les sources d'énergies (étincelles, flammes, appareils se déclenchant automatiquement) soit neutralisées. Mise en place de signalétique de sécurité signalant la mise en oeuvre de produits à base de solvant. FDS à insérer dans le PPSPS => TCE	
Collision, heurt	Laisser l'accessibilité à l'ouvrage / Signalisation / Balisage des zones à risque => TCE	Respect des cheminements de circulation et des balisages => TCE
Chute d'objets, éclats	Assurer la sécurité à l'arrière ou sous la zone de travail par la mise en place de balisage (carottage...) => TCE	Respect des balisages en place / pas de travaux en superposition de tâches => TCE
Engins et matériels	<u>Approvisionnement :</u> Aire de stockage à définir avec le Maître d'OEuvre à l'avancement du chantier => TCE	Port de vêtements à haute visibilité obligatoire pour tous les intervenants => TCE Respect des zones de stockage

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
		des matériaux, pas de stockage dans les circulations => TCE
Contact électrique direct ou indirect	Matériel en bon état. Coffret disposant d'un disjoncteur de protection.	.
Amiante	<p>Les rapports de repérage amiante établis font apparaître la présence de matériau contenant de l'amiante coté administratif et bureaux. Les entreprises devront mettre en œuvre, d'une manière effective, toutes les mesures de protection de la santé de leur personnel destinées à éviter l'inhalation par la décimation sous forme de poussières de d'amiante lors de l'exécution de ses travaux. Il appartient à chaque entreprise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- D'estimer le niveau d'exposition au risque amiante en fonction de la nature des travaux à effectuer</li> <li>- De choisir une méthode de travail qui permet d'abaisser le niveau de risque</li> <li>- De mettre en œuvre les mesures préventives adaptées au niveau du risque déterminé</li> </ul> <p>L'entreprise prendra connaissance du dossier technique amiante et du repérage amiante avant travaux ou démolition</p> <p>Elle devra observer la réglementation en vigueur et les consignes générales de sécurité visant à réduire l'exposition aux poussières d'amiante. Les opérations de retrait ou confinement ne pourront être réalisées que par des entreprises qualifiées, après envoi d'un plan de retrait ou de confinement aux organismes 30 jours avant le début des travaux. En complément de ce plan de retrait, l'entreprise de désamiantage produira un PPSPS dans lequel seront notamment décrits l'analyse des risques importés et exportés ainsi que les mesures prises en cas de rupture accidentelle de confinement (y compris intervention de secours en zone confinée). L'entreprise devra respecter la réglementation en vigueur pour le traitement et l'évacuation de ses déchets. Le stockage sur le chantier avant l'évacuation devra se faire dans un local ou un container fermé à clé avec signalétique adaptée.</p>	<p>Afin de prévenir les risques de dégradation de l'amiante avant son retrait, une entreprise à désigner (diagnostiqueur, cureur, démolisseur ....) est chargée de repérer les matériaux et produits contenant de l'amiante. Cette signalisation est réalisée à partir des cartographies des repérages amiante. Les modalités d'exécution de cette signalisation sont communiquées au coordonnateur SPS et au maître d'œuvre, elles détaillent en outre les dispositions prises pour la compléter au fur et à mesure de l'avancement du curage et déshabillage de l'ouvrage.</p>
Amiante	Le rapport de repérage amiante établi par XXXXXXXXXXXX en date du XX/XX/XX référencé XXXXXXXXXXXX fait apparaître la présence de matériau contenant de l'amiante.	Afin de prévenir les risques de dégradation de l'amiante avant son retrait, une entreprise à désigner (diagnostiqueur, cureur,

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>L'entreprise de désamiantage devra mettre en œuvre, d'une manière effective, toutes les mesures de protection de la santé de son personnel destinées à éviter l'inhalation par la décimation sous forme de poussières de d'amiante lors de l'exécution de ses travaux. Il appartient à chaque entreprise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- D'estimer le niveau d'exposition au risque amiante en fonction de la nature des travaux à effectuer</li> <li>- De choisir une méthode de travail qui permet d'abaisser le niveau de risque</li> <li>- De mettre en œuvre les mesures préventives adaptées au niveau du risque déterminé</li> </ul> <p>L'entreprise prendra connaissance du dossier technique amiante et du repérage amiante avant travaux ou démolition. Elle devra observer la réglementation en vigueur et les consignes générales de sécurité visant à réduire l'exposition aux poussières d'amiante. Les opérations de retrait ou confinement ne pourront être réalisées que par des entreprises qualifiées, après envoi d'un plan de retrait ou de confinement aux organismes 30 jours avant le début des travaux. En complément de ce plan de retrait, l'entreprise de désamiantage produira un PPSPS dans lequel seront notamment décrits l'analyse des risques importés et exportés ainsi que les mesures prises en cas de rupture accidentelle de confinement (y compris intervention de secours en zone confinée). L'entreprise devra respecter la réglementation en vigueur pour le traitement et l'évacuation de ses déchets. Le stockage sur le chantier avant l'évacuation devra se faire dans un local ou un container fermé à clé avec signalétique adaptée.</p>	<p>démolisseur ....) est chargée de repérer les matériaux et produits contenant de l'amiante. Cette signalisation est réalisée à partir des cartographies des repérages amiante. Les modalités d'exécution de cette signalisation sont communiquées au coordonnateur SPS et au maître d'œuvre, elles détaillent en outre les dispositions prises pour la compléter au fur et à mesure de l'avancement du curage et déshabillage de l'ouvrage.</p>

## 4.3. Co-activités et protections collectives

### 4.3.1. Organisation de la sécurité collective

#### Prévention des risques

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que les entreprises de génie civil et couverture soient chargées de la fourniture, de la mise en place des protections collectives. Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.

A ce titre, l'entreprise de couverture sera tenue de mettre en place les filets de sous face et les protections périphériques, avant l'approvisionnement des matériaux de couverture en toiture.

- La maintenance des protections collectives est à réaliser par les entreprises de génie civil et couverture.
- Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place. L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place.
- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
- Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
- Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.
- Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,
- Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.
- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

Le matériel des protections collectives est identifié et exclusivement réservé à cet usage. (couleur distincte)

Le P.P.S.P.S. de l'entreprise précise le type de matériel proposé.

Eventuellement, à la fin de ses travaux, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'OEuvre et du Coordonnateur SPS, elle doit passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, il a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

Les modifications sont soumises au Coordonnateur et font l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

Le Maître d'OEuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

#### **4.3.2. Déplacement de protection collective**

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

#### **4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise**

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place

de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, une entreprise extérieur sera tenue de se substituer

à celle-ci.

Le Coordonnateur SPS et le Maître d'OEuvre mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'OEuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

Suivant CCTP généralisés

En cas de non-respect par l'entreprise des obligations découlant des prescriptions

concernant les nettoyages du chantier, l'intervention d'une entreprise spécialisée pourra sans préavis parer à cette carence sur demande du maître d'ouvrage en accord avec le maître d'oeuvre, aux frais de l'entreprise. Ceci sera renouvelé tout au long de la durée du chantier autant de fois que nécessaire. est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, une entreprise extérieure sera tenue de se substituer à celle-ci.

Le Coordonnateur SPS et le Maître d'OEuvre mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité. En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'OEuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

Suivant CCTP généralisés En cas de non-respect par l'entreprise des obligations découlant des prescriptions concernant les nettoyages du chantier, l'intervention d'une entreprise spécialisée pourra sans préavis parer à cette carence sur demande du maître d'ouvrage en accord avec le maître d'oeuvre, aux frais de l'entreprise. Ceci sera renouvelé tout au long de la durée du chantier autant de fois que nécessaire. qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'OEuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'OEuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

#### 4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles

Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés.

Pour les travaux de soudure et/ou dégageant de la poussière, une ventilation mécanique doit être mise en place.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières, gaz toxiques, etc . . .

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles . . .).

Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

#### 4.4. Equipement de levage

Sans objet

##### 4.4.1. Autorisation de survol

Sans objet

##### 4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le

nombre et l'implantation).

## **4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site**

### **4.5.1. Approvisionnements et stockage**

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

### **4.5.2. Travaux superposés**

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

### **4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux**

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation. L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec "l'exploitant, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS" ou sont imposées par ces derniers.

L'entreprise mettra tout en œuvre pour privilégier l'utilisation de produits non dangereux.

### **4.5.4. Protection contre le bruit**

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

### **4.5.5. Protection contre l'incendie**

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des moyens de lutte contre l'incendie.

### **4.5.6. Travaux en hauteur**

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

#### **4.5.7. Echafaudage, tour escalier**

Sans objet

#### **4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins**

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

SANS OBJET

### **4.6. Moyens communs**

#### **4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur**

Sans Objet.

Compte tenu de la nature de cette opération, cette recommandation ne peut pas s'appliquer.  
Par décision du Maître d'Ouvrage cette opération ne sera pas concernée.

#### **4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier**

Sans Objet.

Compte tenu de la nature de cette opération, cette recommandation ne peut pas s'appliquer.  
Par décision du Maître d'Ouvrage cette opération ne sera pas concernée.

#### **4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels**

Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre (SCALP) pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles : voir détail dans l'annexe « SCALP »



#### **4.6.4. Protection des accès – Auvents**

Sans objet

#### **4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets**

Tri des déchets.

A la charge de chaque entreprise d'évacuer ses déchets à l'avancement des travaux.

## 5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

### 5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

### 5.2. Nettoyage

#### Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

#### Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

### 5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

#### 5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

Le chantier devra être tenu dans un constant état de propreté et parfaitement en ordre. Cela s'entend pour les zones de travail et de stockage, ainsi que pour les zones de cantonnement et de cheminement.

Chaque entreprise est responsable de l'enlèvement et de l'évacuation de ses gravats. Chaque entreprise doit le nettoyage, le ramassage et la manutention de ses déchets et gravats.

### **5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés**

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

### **5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise**

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

## 6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

### Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

#### 6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T - SO
- Demandes d'arrêtés - SO
- Autorisations concessionnaires - SO

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

SO

#### 6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

L'attention des entreprises est attirée sur le fait que les travaux seront exécutés à proximité de commerces, de lieux habités et fréquentés.

Chaque entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire, dans toute la mesure du possible, les gênes imposées aux usagers et aux voisins, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, etc...

Les circulations et accès seront dégagés et nettoyés autant que nécessaire.

Toute disposition et moyens devront être mis en place pour limiter la production de déchets. Mise en place d'une zone de tri avec gestionnaire sur site.

#### 6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

Sans objet lors de la réalisation de ce PGC SPS.

#### 6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

Les travaux se déroulent dans l'enceinte d'un établissement en exploitation.

Pour toute intervention exceptionnelle dans les bâtiments existants de l'établissement en activité:

- Un plan de prévention devra être signé avec l'exploitant
- L'étude des modes opératoires tiendront compte du caractère de la production de l'établissement,
- Aucun stationnement, installation, stockage de quelque nature que ce soit ne sont tolérés sur la voie d'accès au site,
- Aucun stationnement, installation, stockage de quelque nature que ce soit ne sont tolérés en dehors du chantier,
- La limitation de vitesse à l'intérieure de l'établissement est fixée par l'exploitant
- le seul accès au chantier autorisé depuis le cantonnement est celui défini sur le PIC éventuellement complété par le plan de prévention
- Les bruits, poussières doivent être limités au minimum au vu des connaissances et techniques de mise en oeuvres actuelles,
- Les salariés du chantier et livreurs passent automatiquement par le local accueil de l'établissement,
- La voie pompier doit rester libre en permanence,
- Les consignations et déconsignations de réseaux ne peuvent se faire qu'après avis du chef d'établissement du centre et des services de sécurité et de maintenance en place,
- Un permis de feu doit être établi pour chaque travail par point chaud,

- Les entreprises tiennent compte également de la présence d'autres intervenants sur le site, livreurs, entreprises de maintenances, gardiens, transports de fonds, etc . . .
- Les travaux de raccordements des fluides et ventilations sont exécutés en dehors des heures d'ouverture de l'établissement.

## **6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)**

L'établissement du permis de feu pour tous les travaux par points chauds (Soudage, décapage, meulage) est obligatoire.

Il doit être renouvelé, à chaque changement (d'opération, de lieu, de méthode de travail . . . )

Le permis de feu est signé par la personne commandant les travaux, par la personne chargée de veiller à la sécurité et par l'opérateur.

Une souche est archivée sur le chantier.

Un cahier d'enregistrement de permis de feu est mis à disposition sur le chantier.

## **6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages**

Service en activité toutes les mesures pour limiter les gênes occasionnées (bruit, poussières et encombrement des circulations) devront être prises

## **6.7. Locaux témoins**

Sans objet.

## 7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées.

### 7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

### 7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

### 7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

### 7.4. Procédure d'organisation des secours

Procédure en cas d'accident corporel:

Appel au secours : ANNEXE 2 Fiche appel en cas d'accident

Les services de sécurité du site devront être immédiatement prévenu.

En cas d'accident, alerter immédiatement les services de secours,

Préciser :

- la qualité du demandeur (nom et Entreprise),
- la nature de l'accident,
- l'endroit exact, niveau, localisation, etc. ainsi que le numéro du poste d'appel,
- le nombre d'accidentés.

Attendre l'accusé de réception de votre appel avant de couper la communication.

Avertir le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Oeuvre et le Coordonnateur.

Uniquement si vous êtes secouriste, faites les premiers gestes qui peuvent sauver.

En cas d'alerte incendie évacué par les escaliers de secours

Matériel de secours:

Chaque entreprise devra posséder, sur le site, au moins une trousse de premiers soins à compléter régulièrement. Le jour de leur arrivée sur le chantier, les salariés seront informés des endroits où ces trousses sont entreposées, du plan d'évacuation des zones de travaux, de la localisation des escaliers d'évacuations.

**Les soins aux victimes d'accident ou malades sont assurés par du personnel compétent.**

**Le transport des accidentés et malades graves est assuré par les services de secours.**

**Les entreprises doivent préciser dans leur PPSPS, les mesures d'organisation qu'elles mettent en oeuvre en cas d'accident.**

### 7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

## **7.6. Point de rencontre secours**

A définir au début du chantier avec le personnel de secours.

## 7.7. Modèle de fiche de secours

### *EN CAS D'***ACCIDENT**

**Appelez les Pompiers**



**18 ou 112**

et dites :

#### **1.ICI CHANTIER : 80/MONTDIDIER/SSI/RES.DES CEDR**

Adresse : CH MONTDIDIER ROYE 80500 MONTDIDIER

#### **2.PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :**

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

#### **3.SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT**

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

#### **4.FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.**

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

A définir au début du chantier avec le personnel de secours.

**NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER**



## **ANNEXES AU P.G.C.**

### **Liste des pièces jointes au P.G.C.**

- Annexe\_Presence\_Amiante
- T230129977-MONTDIDIER-CH-ADMIN-SSI-RAT